

16 mars 2021

Colombie : Présence et exactions du groupe armé *La Empresa* à Buenaventura et Cali entre 2016 et 2019

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	La présence territoriale de <i>La Empresa</i> dans la zone urbaine de Buenaventura	3
1.1.	Formation du groupe armé	3
1.2.	Présence territoriale du groupe armé dans la zone urbaine	3
1.3.	Présence territoriale du groupe armé dans la commune 10 et le quartier Bello Horizonte.....	5
2.	Exactions et mode opératoire de <i>La Empresa</i>	8
3.	Présence territoriale de <i>La Empresa</i> à (Santiago de) Cali	9
	Bibliographie	12

Résumé : *La Empresa* est un groupe armé illégal créé en 2006 dans le département de Valle del Cauca au sein de la zone urbaine de Buenaventura après la dissolution de la coalition paramilitaire des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC). Malgré des rivalités importantes et des affrontements persistants avec d'autres groupes armés, *La Empresa* maintient sa présence en particulier dans plusieurs quartiers des communes 10 et 12 de Buenaventura puis s'étend dans la métropole de Cali en 2019. Ce groupe armé est responsable de multiples exactions et il axe ses stratégies de financement sur le narcotrafic et les extorsions.

Abstract : *La Empresa* is an illegal armed group born in 2006 in the Valle del Cauca department in the heart of the Buenaventura's urban area after the breakup of the *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC). In spite of important rivalries and ongoing clashes, *La Empresa* has maintained its presence particularly on some districts of the townships 10 and 12 in Buenaventura and has extended to Cali in 2019. This armed group is responsible for numerous exactions and its financial strategies are based on drug trade and extortions.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La présence territoriale de *La Empresa* dans la zone urbaine de Buenaventura

1.1. Formation du groupe armé

La Empresa est un groupe armé néo ou narco-paramilitaire¹ créé en 2006 par Orlando Antonio Cuero alias « **El Mono** » ou « **Orejas** », membre de la coalition paramilitaire *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Autodéfenses Unies de Colombie) dissoute en 2005, dans la municipalité de **Buenaventura**, plus précisément au sein de la zone urbaine du port², localisée dans le département de Valle del Cauca.

La Empresa est créée en tant que faction locale de **Los Rastrojos**, le groupe armé narco-paramilitaire le plus puissant de 2008 à 2012³. Le contrôle des activités illégales à Buenaventura fait rapidement l'objet de disputes avec un autre groupe armé, **La Local (ou Banda Local)**⁴. Ce deuxième groupe est allié aux **Autodefensas Gaitanistas de Colombia**⁵ (AGC), principal rival des *Rastrojos*⁶. L'objectif principal de *La Empresa* est alors de contenir l'avancée des AGC dans la zone urbaine du port de Buenaventura⁷.

Après des affrontements multiples sur le territoire colombien, les AGC deviennent la structure narco-paramilitaire la plus puissante du pays à partir de 2012, les *Rastrojos* implorent cette même année avec l'extradition aux Etats-Unis de leurs principaux leaders et voient leur puissance décliner rapidement⁸. *La Empresa* se retrouve alors vulnérable face aux AGC et leurs alliés de *La Local*, mais elle devient en revanche indépendante⁹. Si le groupe subit des pertes importantes lors d'affrontements violents entre octobre 2012 et 2014, il parvient néanmoins à résister¹⁰. Le groupe se restructure sous le commandement de Robert Daniel Quintana Ángulo alias « **Robert** » ou « **El Viejo** »¹¹. **Le 7 avril 2017, El Viejo est arrêté** lors d'une opération policière¹².

En 2017, les **Guerillas Unidas del Pacífico (GUP, Guérillas Unies du Pacifique)** ou **Gente del Orden** (Peuple de l'Ordre), groupe armé issu de la démobilisation des FARC en 2016 qui opère principalement dans le département de Nariño (frontalier de l'Equateur), s'introduisent dans la zone urbaine de Buenaventura et notamment dans la commune 12¹³, **fief principal de *La Empresa***¹⁴, avec laquelle ils fondent une alliance.

1.2. Présence territoriale du groupe armé dans la zone urbaine

Située sur la côte pacifique, Buenaventura est peuplée de 407 539 habitants, dont près de 92 % résident dans la zone urbaine¹⁵. Le port de Buenaventura étant le plus important du pays, les groupes armés cherchent à tirer profit de cette forte activité portuaire, en particulier pour les connexions narcotrafiquantes.

¹ NDLR : en 2005, les Autodéfenses Unies de Colombie, grande coalition paramilitaire créée en 1997, sont dissoutes, ce qui provoque théoriquement la fin du paramilitarisme avec des démobilisations importantes. Cependant, plusieurs groupes sont créés par dissidence des AUC, d'où l'apparition du terme « néo-paramilitaire », par différenciation des AUC et des groupes paramilitaires antérieurs. Historiquement et de manière générale, les groupes paramilitaires ont eu des liens très étroits avec les narcotrafiquants. Ces groupes criminels ont plus ou moins fusionnés depuis 2005, d'où le terme « narco-paramilitaire ».

² Verdad Abierta, 05/08/2018, [url](#) ; Indepaz, p.82-83, 08/2020, [url](#)

³ InSight Crime, 16/02/2017, [url](#) ; Indepaz, p.74-77, 08/2020, [url](#)

⁴ Indepaz, p.82-83, 08/2020, [url](#) ; BARGENT James, InSight Crime, 13/02/2014, [url](#)

⁵ Autodéfenses Gaitanistes de Colombie, également dénommés **Clan del Golfo, Urabeños** et plus rarement **Clan Usuga**.

⁶ Fundacion Paz y Reconciliacion, 16/11/2018 ; Fundacion Paz y Reconciliacion, p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁷ Indepaz, p.74-77, 08/2020, [url](#)

⁸ InSight Crime, 16/02/2017, [url](#) ; Indepaz, p.74-77, 08/2020, [url](#)

⁹ BARGENT James, InSight Crime, 13/02/2014, [url](#)

¹⁰ BARGENT James, InSight Crime, 13/02/2014, [url](#) ; Fundacion Paz y Reconciliacion, p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

¹¹ El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#) ; MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#)

¹² El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#) ; MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#)

¹³ NDLR : une commune est une subdivision administrative de la zone urbaine.

¹⁴ El Pais (Colombia), 07/11/2017, [url](#)

¹⁵ Alcaldia de Buenaventura, 2019, [url](#)

Si le fief principal de *La Empresa* est localisé dans la commune 12, ce groupe est également présent au sein de la commune 10 et ce au moins dès 2015¹⁶.

Les communes de la zone urbaine sont subdivisées inégalement en plusieurs quartiers. D'après les quotidiens nationaux *El Espectador* et *El Nuevo Siglo*, les « **forteresses** »¹⁷ ou « **le centre des opérations** »¹⁸ du groupe armé *La Empresa* a été « installé » en 2015 par El Viejo dans **cinq quartiers : Caldas, Unión de Vivienda, Nuevo Amanecer, El Progreso et Carlos Holmes Trujillo**¹⁹. D'après le plan de division administrative de la mairie de Buenaventura²⁰, ces quartiers **sont localisés dans les communes 10 et 12.**

Entre 2016 et 2019, la *Defensoria del Pueblo*²¹ (Défenseur du peuple ou Ombudsman) a publié trois « *alertas tempranas* » (alertes précoces ou anticipées) de risque de violation des droits humains, archivées sur le système national de publication de ces alertes (SAT)²², concernant la zone urbaine (et rurale) de Buenaventura. Dans chacune de ces alertes, les communes 10 et 12 sont identifiées comme à risque pour les populations qui y résident²³.

Au sein de l'alerte datée de **septembre 2016**²⁴, sous forme de note de suivi, la *Defensoria del Pueblo* rappelle dans un premier temps avoir évoquée, dans son alerte précédente de mars 2015²⁵, « une probabilité d'occurrence de faits violents à l'encontre de la population des **communes 10 et 12 liée à la résistance de La Empresa** face à la pression armée des AGC et des bandes locales qui leur sont affiliées » (incluant le groupe *La Local*). Elle confirme ensuite que les premiers mois de l'année 2016 ont été marqués par une augmentation de la violence causée par la « **dispute du contrôle des quartiers des communes 10 et 12** » entre *La Empresa* et les AGC²⁶. L'alerte de **mai 2017** mentionne que « *La Empresa* et des groupes affiliés aux *Urabeños* » (soit les AGC) « maintiennent une incidence spécialement dans la commune 12 » en référence à l'alerte précédente évoquée de septembre 2016²⁷.

La Fondation Paix et Réconciliation (Pares)²⁸, une ONG colombienne, explique dans un article publié en **novembre 2018** que la municipalité de Buenaventura est affectée, notamment, par un affrontement dans la zone urbaine du port entre les AGC et *La Empresa* dont **la présence est identifiée au sein de deux communes : la 10 et la 12**²⁹. D'après cet article³⁰, les AGC se mobilisent pour reprendre le contrôle de ces communes avant la possible arrivée de la guérilla de l'*Ejército de Liberación Nacional*³¹ (ELN). Selon un article publié par le média national *La Sillavacia*³², « **les forteresses** » de *La Empresa* se situaient dans les communes 10 et 12 mais également dans la commune 9 à la fin de 2018.

¹⁶ MATIZ CORTES Stefanie, *El Espectador*, 14/04/2017, [url](#)

¹⁷ *El Nuevo Siglo*, 19/09/2019, [url](#)

¹⁸ MATIZ CORTES Stefanie, *El Espectador*, 14/04/2017, [url](#)

¹⁹ *El Nuevo Siglo*, 19/09/2019, [url](#) ; MATIZ CORTES Stefanie, *El Espectador*, 14/04/2017, [url](#)

²⁰ Alcaldía de Buenaventura, « *Division Política Administrativa Barrios y Comunas* », 2020, [url](#)

²¹ NDLR : La *Defensoria del Pueblo* est une instance étatique constitutionnelle régulée par la loi 24 de 1992 et le décret 025 de 2014. Sa mission est la protection des droits humains et des libertés de chaque citoyen résidant sur le territoire colombien comme à l'étranger. Elle fait partie du « Ministère Public » (qui n'existe pas en tant que fonction ministérielle) avec les « personnalités municipales » (autorités municipales) et le (bureau du) Procureur Général de la Nation qui en est l'autorité suprême. Elle dispose d'une autonomie budgétaire et administrative. Le (ou la) Défenseur du Peuple est élu tous les quatre ans par la Chambre des Représentants du Congrès, il peut administrer ses fonctions aux « Défenseurs Délégués » dont par exemple celui délégué à la prévention de risque de violations des droits humains et aux Défenseurs Régionaux, tous à la fois nommés, affectés et dépendants de l'autorité du (ou de la) Défenseur du Peuple. Il peut également déléguer ses fonctions aux autorités municipales et autres fonctionnaires.

²² Relayé et disponible sur le site de l'ONG Colombienne Indepaz : [url](#)

²³ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#) ; SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#) ; SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

²⁴ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#)

²⁵ SAT NS n° 003-15, 30/03/2015, [url](#)

²⁶ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#)

²⁷ SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#)

²⁸ NDLR : La Fondation Paix et Réconciliation (*Fundacion Paz y Reconciliacion*) est une ONG colombienne qui mène et publie des enquêtes sur les sujets de sécurité à diverses échelles, plus précisément à propos des conflits armés et des dynamiques post-conflituelles liées aux accords de paix des FARC de 2016. Elle est appuyée et reçoit des financements des Nations Unies (PNUD et UNFPA), des ambassades d'Espagne, de Suède, de Norvège et du Royaume-Uni ou encore de la Chambre de commerce de Bogota et du média national *El Espectador* (entre autres).

²⁹ AVILA Ariel, *Fundacion Paz y Reconciliacion*, 16/11/2018, [url](#)

³⁰ AVILA Ariel, *Fundacion Paz y Reconciliacion*, 16/11/2018, [url](#)

³¹ NDLR : L'Armée de Libération Populaire (ELN), fondée en 1967, est historiquement la seconde guérilla marxiste-léniniste (inspirée de la révolution cubaine) de Colombie. Elle a profité des accords de paix des FARC de 2016 pour accroître son emprise territoriale et à ce jour, elle est un des groupes armés les plus puissants du pays.

³² DUQUE Tatiana, *La Sillavacia*, 19/12/2018, [url](#)

En **janvier 2019**, la *Defensoria del Pueblo* émet une nouvelle alerte indépendante des précédentes dans laquelle il est mentionné que **le groupe La Empresa est présent dans les communes 10 et 12 et qu'il est allié au groupe dissident (des FARC) Gente del Orden (ou Guerrillas Unidas del Pacífico, GUP)**³³. Dans un rapport publié **fin août 2019**, la Fondation Pares mentionne également que La Empresa est alliée avec les GUP, qu'elle **maintient sa présence dans les communes 10 et 12** et qu'elle disposait d'un contrôle sur la commune 9 jusqu'en novembre 2018³⁴. Selon ces deux sources, **La Empresa a perdu de son emprise territoriale et opère via un effectif réduit en 2019**, certains membres s'étant ralliés aux AGC ou à leurs alliés de *La Local*³⁵. D'après la Fondation Pares³⁶, cette perte d'emprise est liée aux affrontements armés, particulièrement violents en novembre 2018, qui ont eu lieu à la fois contre les AGC et *La Local* mais aussi contre la guérilla de l'ELN dont la pression armée sur la zone urbaine s'accroît et qui ont « beaucoup affaibli » *La Empresa* (et leurs alliés GUP). Selon la *Defensoria del Pueblo*³⁷, la raison principale de la perte de puissance du groupe est liée à la capture de quelques-uns de ses leaders représentatifs, bien qu'elle mentionne également les affrontements.

Les groupes les plus puissants à la fin de l'été 2019 sont ainsi *La Local* et les AGC qui contrôlent 90 % de la zone urbaine d'après la Fondation Pares³⁸. Cette source mentionne néanmoins que **cette situation n'est pas stable** avec la résurgence d'acteurs reliés à *La Empresa* dans la commune 3 et que **le groupe résiste dans les communes 10 et 12**.

1.3. Présence territoriale du groupe armé dans la commune 10 et le quartier Bello Horizonte

Au sein des alertes de septembre 2016 et mai 2017, la *Defensoria del Pueblo*³⁹ identifie neuf quartiers différents localisés dans la commune 10 tandis que sur l'alerte datée de janvier 2019, elle identifie 11 quartiers différents de la commune 10⁴⁰.

El Viejo a fait de cinq quartiers les « forteresses » de *La Empresa* parmi lesquels deux sont situés dans la commune 10 : **El Progreso et Carlos Holmes Trujillo**⁴¹.

Le quartier Bello Horizonte n'est pas toujours différencié et n'apparaît pas sur certaines cartes. Dans les deux alertes de la *Defensoria del Pueblo* de 2016 et 2017, le quartier de Bello Horizonte n'est ni pris en compte ni représenté, au contraire des quartiers El Progreso et Carlos Holmes Trujillo. Or, d'après le plan de division administrative de la mairie de Buenaventura, le quartier Bello Horizonte est justement situé entre les deux quartiers « forteresses »⁴² de *La Empresa* de la commune 10, El Progreso et Carlos Holmes Trujillo.

Le quartier Bello Horizonte est donc à la fois limitrophe de la commune 12 et des quartiers de la commune 10 contrôlés par *La Empresa*, il apparaît comme isolé entre les quartiers « forteresses » du groupe armé.

³³ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

³⁴ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

³⁵ SAT n°007-19, 23/01/2019 ; Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

³⁶ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

³⁷ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

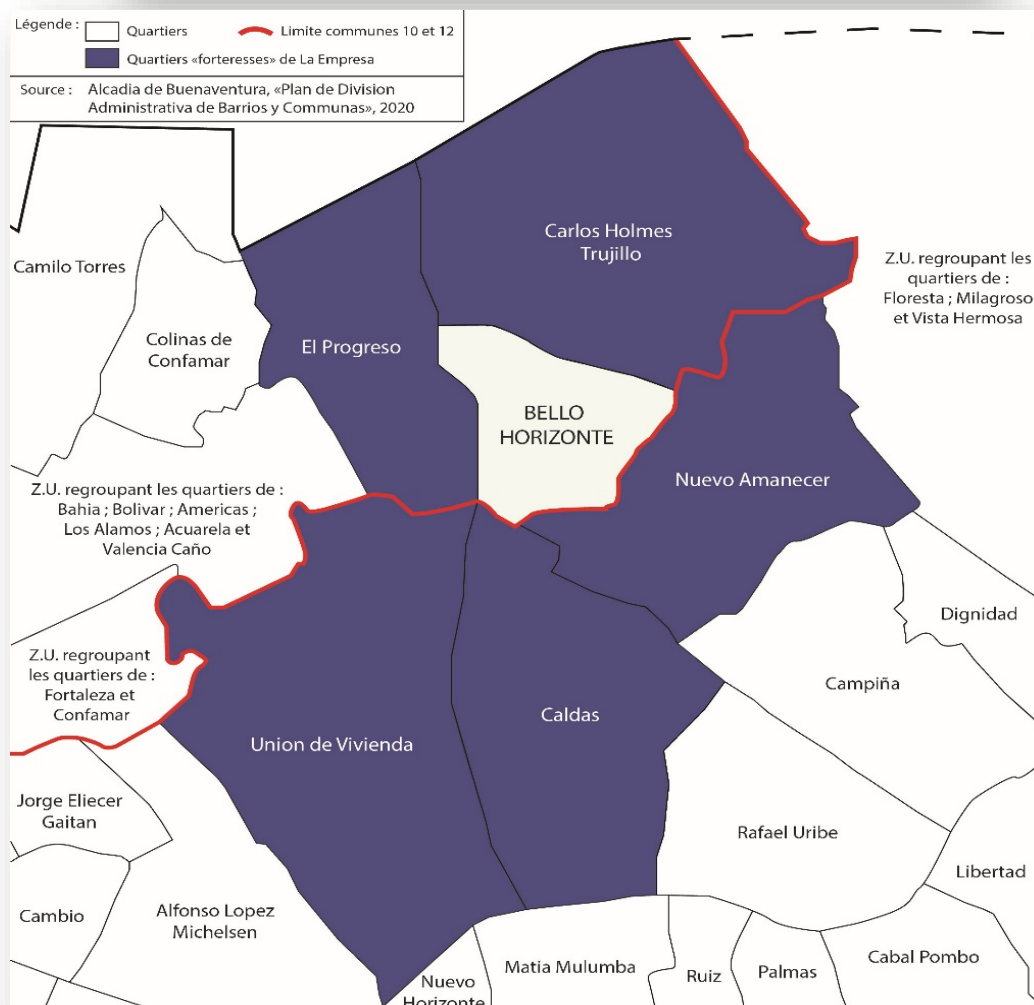
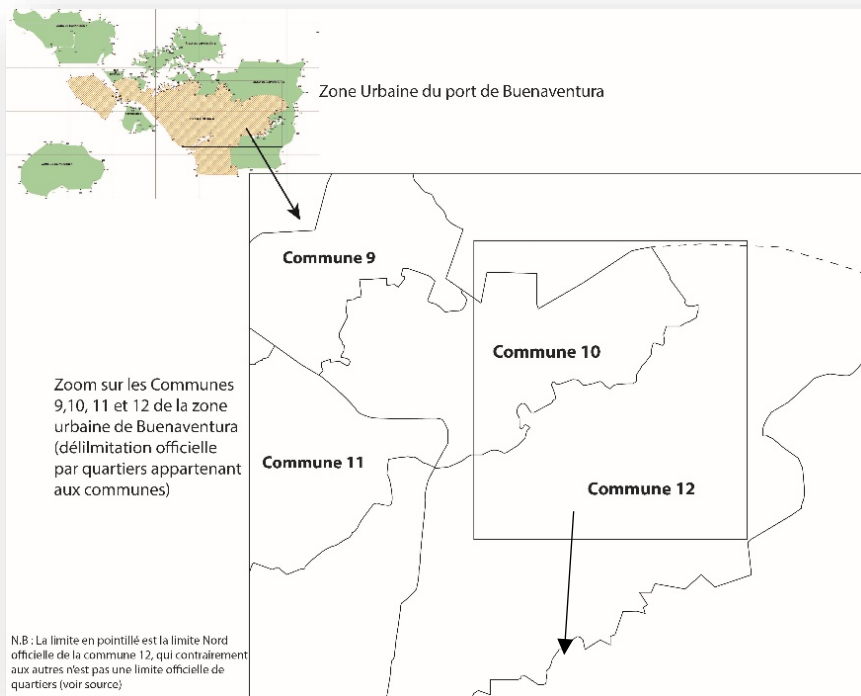
³⁸ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

³⁹ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#) ; SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#) ; SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

⁴⁰ NDLR : Ces différences de comptabilisation des quartiers peuvent être liées à l'informalité de l'urbanisme dans les quartiers périphériques de grandes villes colombiennes telles que Cali ou Buenaventura

⁴¹ MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#) ; El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#)

⁴² El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#)



Localisation du quartier Bello Horizonte dans la zone urbaine de Buenaventura (DIDR, 03/2021)

Parmi les neuf quartiers identifiés de la commune 10 en septembre 2016 par la *Defensoria del Pueblo*, sept d'entre eux sont considérés comme à risque et parmi ces sept quartiers, des faits de violence majeurs ; à savoir des homicides, des extorsions, des séquestrations et des déplacements forcés ; ont été recensés de mars 2015 à septembre 2016 dans quatre quartiers de cette commune⁴³.

Sur ces quatre quartiers, **le quartier El Progreso est le plus affecté, il est identifié comme un des trois seuls quartiers affectés par les quatre types de faits de violence majeur** sur un total de 52 quartiers de la zone urbaine affectés par au moins un fait de violence majeur, des faits dont **les auteurs présumés appartiennent au groupe armé *La Empresa***⁴⁴. D'autres quartiers de la zone urbaine tels que ceux de Bolivar et Fortaleza de la commune 10 ou encore ceux de Caldas, Nuevo Amanecer, Alfonso Lopez Michelsen et Vista Hermosa de la commune 12, sont également identifiés comme affectés par au moins deux types de fait de violence majeurs dont les auteurs présumés font partie de *La Empresa*.

De septembre 2016 à mai 2017, huit des neuf quartiers de la commune 10 sont affectés par des faits de violence majeurs (avec les menaces ajoutées comme cinquième type de faits), parmi lesquels sont compris **les quartiers de El Progreso et Carlos Holmes Trujillo concernés par au moins deux types de fait de violence majeurs**⁴⁵. Cependant, aucun auteur présumé n'est identifié dans cette alerte⁴⁶.

Sur les cartes de la *Defensoria del Pueblo* précédemment exposées, **le quartier Bello Horizonte est donc confondu ou inclus au sein des deux quartiers El Progreso et Carlos Holmes Trujillo**. Néanmoins, par rapport au recensement de faits de violence majeurs identifiés par la *Defensoria del Pueblo* en 2016 et 2017 dans ces deux quartiers, il ne peut pas être affirmé que des faits recensés, notamment attribués au groupe armé *La Empresa*, ont effectivement eu lieu dans le quartier Bello Horizonte.

En revanche, au cours de l'année **2018**, plusieurs faits corroborent la présence de *La Empresa* dans le quartier Bello Horizonte. Le 6 avril 2018, un communiqué des forces armées publiques, relayé par le média local Buenaventura en línea, annonce que le leader alias « Bebe » et un extorqueur du groupe armé alias « Niño », qui opéraient des activités délinquantes dans la commune 10, ont été arrêtés⁴⁷. Plus précisément, ces deux membres importants de *La Empresa* ont été capturés **sur la voie publique dans les quartiers de Bello Horizonte et Carlos Holmes Trujillo**⁴⁸. En novembre 2018, en particulier la nuit du 13 au 14 novembre, des affrontements entre les groupes armés *La Local* et *La Empresa* ont fait au moins trois victimes⁴⁹. Ces violences ont eu lieu dans quatre quartiers voisins situés dans les communes 10 et 12 « où *La Empresa* est présente », à savoir Carlos Holmes Trujillo, Union de Vivienda, El Progreso et **Bello Horizonte**⁵⁰. D'après des témoignages locaux recueillis par le média La Sillavacia, « les trois victimes étaient toutes membres de *La Empresa* » et « au moins 200 tirs » d'armes à feu ont été entendus dans ces quartiers cette nuit-là⁵¹.

Au contraire des deux premières alertes citées de la *Defensoria del Pueblo*, le quartier Bello Horizonte est identifié à part entière comme un quartier de la commune 10 et il est considéré comme l'un des quartiers à risque de violation des droits humains de la zone urbaine dans l'alerte de janvier 2019⁵².

Bien que la *Defensoria del Pueblo* identifie la présence de *La Empresa* dans les communes 10 et 12 en janvier 2019, elle précise que le groupe demeure l'acteur illégal dominant de 8 quartiers de la commune 12 dont **ceux de Caldas et Nueva Amanecer** ou encore ceux de Cabal Pombo, Vista Hermosa et Nueva Floresta⁵³. Dans son rapport publié en fin d'été 2019, la fondation Pares ne détaille pas la présence des différents groupes armés dans les quartiers des communes mais elle mentionne cependant que « la multiplication des acteurs dans un espace relativement petit permet la consolidation

⁴³ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#)

⁴⁴ SAT NS n° 011-16, 07/09/2016, [url](#)

⁴⁵ SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#)

⁴⁶ SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#)

⁴⁷ Buenaventura en línea, 06/04/2018, [url](#)

⁴⁸ Buenaventura en línea, 06/04/2018, [url](#)

⁴⁹ DUQUE Tatiana, La Sillavacia, 19/12/2018, [url](#) ; SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

⁵⁰ DUQUE Tatiana, La Sillavacia, 19/12/2018, [url](#)

⁵¹ DUQUE Tatiana, La Sillavacia, 19/12/2018, [url](#)

⁵² SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

⁵³ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

de frontières invisibles entre les quartiers des communes » et que de ce point de vue, les communes les plus affectées sont les communes 10 et 12⁵⁴.

2. Exactions et mode opératoire de *La Empresa*

Le groupe armé narco-paramilitaire *La Empresa* serait responsable à lui seul de **36 % des cas de déplacements forcés enregistrés dans la zone urbaine de Buenaventura entre 2013 et 2019**, spécialement des communes 10 et 12⁵⁵. D'après la fondation Pares, qui reprend les chiffres du Registre Unique des Victimes (*Registro Unico de Victimas*), base de données commune aux autorités colombiennes, au moins 16 000 habitants urbains de Buenaventura ont été victimes de déplacements forcés entre 2016 et 2018⁵⁶. La *Defensoria del Pueblo* rapporte notamment dans son alerte de janvier 2019 que les affrontements armés violents du mois de novembre 2018, impliquant *La Empresa*, ont provoqué le déplacement forcé (majoritairement intra-urbain) de 847 familles, soit près de 2 500 personnes⁵⁷.

Les exactions et le mode opératoire de *La Empresa* diffèrent relativement peu de ceux des autres groupes armés présents dans la zone urbaine du port de Buenaventura, les AGC et *La Local* en particulier⁵⁸. Les exactions les plus graves, à l'encontre de la population civile, commis par *La Empresa* et recensés par la *Defensoria del Pueblo* sur la période 2016-2019 sont des menaces individuelles ou collectives, des homicides sélectifs de configuration multiple, des séquestrations, des confinements forcés ou restrictions à la mobilité dans certains quartiers, des attaques non-ciblées avec engins explosifs improvisés, des violences sexuelles ou encore le recrutement forcé de mineurs⁵⁹.

Lorsqu'il restructure *La Empresa* en 2015, El Viejo axe en particulier la stratégie du groupe sur le recrutement de mineurs dans les communes 8,9,10, 11 et 12⁶⁰. Le groupe armé s'appuie en grande partie sur des mineurs pour le transport et la distribution de stupéfiants⁶¹ mais *La Empresa* est également contractualisée par d'autres groupes de narcotrafiquants pour des prestations de services de sécurité⁶². Que ce soit en 2016 ou 2019, **la rente généralisée du narcotrafic est la principale source de financement du groupe armé**⁶³. Le média *El Nuevo Siglo* rapporte que El Viejo a notamment renforcé son pouvoir et la puissance du groupe en occupant de force des immeubles dans les quartiers « forteresses » de *La Empresa*, faisant ainsi fuir des habitants et des familles entières, parfois via des menaces de mort⁶⁴.

La deuxième source de financement du groupe armé provient du vol et de l'extorsion des petites et moyennes entreprises présentes dans ses zones d'influence et de présence⁶⁵. Avant l'arrestation d'El Viejo en avril 2017, **le seul produit des taxes d'extorsion des épiciers (« tenderos ») et commerçants dans les communes 10 et 12 s'élevait à 15 millions de pesos hebdomadaires**, soit au minimum 3 200 euros par semaine, une rente locale conséquente mais bien moindre à celle du narcotrafic⁶⁶. Au sein des alertes émises et en particulier celle de janvier 2019, la *Defensoria del Pueblo* pointe le fait que quelques commerçants s'étant opposés et ayant refusé de se soumettre à l'extorsion de *La Empresa* ou de *La Local* « ont fait l'objet de violentes représailles »⁶⁷. Le quotidien *El País-Colombia* (l'antenne colombienne du quotidien espagnol) rapporte notamment qu'un commerçant et un coiffeur ont été assassinés en octobre 2018 dans les quartiers Union de Vivienda (commune 12) et Bolivar (commune 10), vraisemblablement par des groupes armés sans que les meurtriers ne soient

⁵⁴ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁵⁵ El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#)

⁵⁶ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁵⁷ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#) ; Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁵⁸ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

⁵⁹ SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#) ; SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

⁶⁰ MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#)

⁶¹ SAT NS n°006-17, 22/05/2017, [url](#)

⁶² Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁶³ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁶⁴ El Nuevo Siglo, 19/09/2019, [url](#)

⁶⁵ MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#) ; Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁶⁶ MATIZ CORTES Stefanie, El Espectador, 14/04/2017, [url](#)

⁶⁷ SAT n°007-19, 23/01/2019, [url](#)

précisément identifiés⁶⁸. Selon la fondation Pares, *La Empresa* continuait d'extorquer « des restaurateurs, boulangers, épiciers et autres petites et moyennes entreprises dans les communes 10 et 12 de Buenaventura » en 2019⁶⁹. De manière générale, 63 plaintes d'extorsion ont été déposées auprès des autorités de la zone urbaine en 2017 et 45 en 2018, mais d'après le média *Semana Rural* (antenne du quotidien national *Semana*), « ce qui se dit à voix basse est que les personnes sont fatiguées de déposer une plainte officielle et préfèrent "arranger" à leur compte la situation »⁷⁰.

Une autre source de financement importante du groupe est l'extorsion des transporteurs routiers à travers la vente contrainte de petits cartons de couleurs en fonction des distances à parcourir pour les transporteurs, en particulier des chauffeurs de minibus et taxis locaux⁷¹. Les transporteurs refusant de se soumettre à l'extorsion s'exposent à des représailles allant du vol des recettes jusqu'à l'agression des passagers et la dégradation des moyens de transport, ce qui a eu pour conséquence que de nombreux transporteurs évitent désormais certaines routes particulièrement contrôlées par le groupe armé⁷².

Enfin, le groupe armé exerce également un monopole de la vente de vivres et articles de première nécessité pour la population locale de certains quartiers⁷³.

Les quartiers affectés par l'action et l'influence de *La Empresa* représentent **une porte d'entrée urbaine vers le port de Buenaventura** avec notamment deux routes majeures provenant de la métropole de Cali, mais aussi des départements sud-occidentaux de Cauca, Nariño et Putumayo ; trois des cinq départements les plus importants en termes de production de drogues en 2017⁷⁴.

3. Présence territoriale de *La Empresa* à (Santiago de) Cali

Capitale du département de Valle del Cauca, (Santiago de) Cali est la deuxième ville la plus peuplée de Colombie. A l'instar de Buenaventura, Cali est une ville historique qui demeure stratégique concernant le narcotrafic. En 2017, elle était la capitale départementale avec le taux d'homicides le plus élevé du pays : 52 homicides pour 100 000 habitants⁷⁵.

Jusqu'à l'année **2018**, sa présence n'est pas recensée hors de ses bases de Buenaventura. D'après l'ONG colombienne Indepaz⁷⁶, le groupe a étendu sa présence en 2018 dans la municipalité de Quibdo (département de Chocó) puis en **2019** sur deux autres municipalités, La Dorada (département de Caldas) et **la métropole de Cali**⁷⁷.

Depuis la fin de l'année 2017, *La Empresa* est alliée aux Guérillas Unies du Pacifique (GUP ou *Gente del Orden*) à la suite de leur intrusion dans la zone urbaine de Buenaventura⁷⁸. Si ce groupe issu de la démobilisation des FARC opère principalement dans le département sud-occidental de Nariño, département frontalier de l'Équateur et zone de production majeure de la cocaïne en Colombie⁷⁹, il établit une présence à Cali dès 2017⁸⁰ qu'il consolide en 2018⁸¹.

⁶⁸ El Pais (Colombia), 10/10/2018, [url](#) ; El Pais (Colombia), 26/10/2018, [url](#)

⁶⁹ Fundacion Paz y Reconciliacion, p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁷⁰ QUINTERO Gerardo, *Semana Rural*, 09/01/2019, [url](#)

⁷¹ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁷² Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁷³ Fundacion Paz y Reconciliacion (Pares), p.92-100, 28/08/2019, [url](#)

⁷⁴ UNODC – République de Colombie, 09/2018, [url](#)

⁷⁵ La Sillavacia, 09/01/2019, [url](#)

⁷⁶ L'Institut d'études pour le Développement et la Paix (*Instituto de estudios para el Desarrollo y la Paz*, Indepaz) est une ONG colombienne fondée en 1984 qui travaille à la formation, la recherche et la création d'espaces de dialogues sur les thèmes du développement et de la paix, elle contribue également à représenter les organisations sociales et ethniques. Son directeur est Camilo Gonzalez Posso, ancien ministre colombien de la santé de 1990 à 1992.

⁷⁷ Indepaz, p.82-83, 08/2020, [url](#)

⁷⁸ El Pais, 07/11/2017, [url](#)

⁷⁹ NDLR : à titre d'exemple, la municipalité côtière et frontalière de Tumaco concentrait à elle-seule 11 % de la production nationale en 2017 d'après le rapport conjoint de l'UNODC et la république de Colombie (09/2018, [url](#))

⁸⁰ Indepaz, p.56, 12/2018, [url](#)

⁸¹ Indepaz, p.132-133, 08/2020, [url](#) ; SAT n° 085-18, 13/12/2020, [url](#)

En décembre 2018, la *Defensoria del Pueblo* publie une alerte de risque de violation des droits humains portant sur les communes 14, 15 et 21 de Cali⁸².

Dans cette alerte, il est expliqué que le risque de violation des droits humains est causé par la présence de la guérilla de l'ELN et de « **la dissidence des FARC autodénommée Guérillas Unies du Pacifique (GUP)** [...] dont l'intérêt est le contrôle du territoire urbain, profitant des conditions de vulnérabilité sociale des habitants des quartiers » de ces communes⁸³. L'un des risques majeurs identifiés, particulièrement dans les communes 15 et 21, est le recrutement forcé et « l'instrumentalisation de mineurs dans les activités illégales qui sont incités avec des offres financières et **des promesses d'emploi dans la zone de la côte Pacifique sud prétendument de la part des Guérillas Unies du Pacifique** »⁸⁴. Ce mode opératoire de recrutement forcé de mineurs est également employé par les GUP et *La Empresa* dans la zone urbaine de Buenaventura⁸⁵. Néanmoins, **ces deux groupes alliés ne sont pas les seuls à recruter des mineurs** puisque les AGC, présents à Cali⁸⁶, ou encore des miliciens de l'ELN recrutent également des mineurs de ces communes en s'appuyant sur leurs vulnérabilités et en les menaçant s'ils refusent⁸⁷. En janvier 2020, dans un article de *Blu Radio*⁸⁸ (média appartenant au groupe *Caracol/El Espectador*), des témoignages anonymes d'habitants du quartier de Llano Verde de la commune 15, dénoncent le recrutement de jeunes « par des groupes de personnes non-identifiées offrant de l'argent aux jeunes pour les emmener dans la zone du Pacifique entre Nariño et Cauca » et il est ajouté que des témoignages similaires dans la commune 21 ont été rapportés aux autorités en 2019.

D'après Indepaz, si la présence des Guérillas Unies du Pacifique au sein de la ville de Cali était clairement identifiée en 2018, **elle ne l'était pas en 2019 au contraire de celle du groupe La Empresa, recensé pour la première fois à Cali**⁸⁹. Cependant, aucun lien supplémentaire n'est établi et ne permet d'évoquer un éventuel remplacement par logique d'alliance, d'autant qu'au sein de l'alerte de la *Defensoria del Pueblo* publiée en fin d'année 2018, *La Empresa* n'est pas évoquée, seuls des « miliciens des Guérillas Unies du Pacifique » et des milices locales « prétendues » alliées sont mentionnés⁹⁰. De plus, Indepaz ne précise pas de communes ou quartiers où le groupe *La Empresa* aurait opéré.

Le média national *La Sillavacia* rapporte qu'en **janvier 2019**, selon des rapports de la direction nationale de l'intelligence, il y a une présence itinérante d'une nouvelle génération de narcotrafiquants qui ont anciennement appartenu aux *Urabeños* (les AGC) ou **aux Rastrojos**, et qui veulent contrôler le narcotrafic à Cali, notamment via des connexions avec les cartels internationaux⁹¹. Bien que *La Empresa* soit l'unique groupe armé narco-paramilitaire issu directement des *Rastrojos* et crée antérieurement à la perte de puissance de ces derniers à partir de 2012, **aucun lien n'est établi avec le groupe actuel de La Empresa**.

De manière générale, le nom très commun du groupe armé, à savoir « *La Empresa* » qui signifie « **L'Entreprise** » (ou « **La Société** », « **La Compagnie** ») peut à la fois complexifier les recherches mais aussi le fait d'établir des liens, en particulier dans une métropole peuplée de plus de deux millions d'habitants telle que Cali. Un violent massacre perpétré en 2020 en est certainement l'exemple le plus concret. Le 11 août 2020, cinq mineurs âgés de 14 à 16 ans ont été assassinés dans le quartier Llano Verde de la commune 15 de Cali (un des quartiers les plus affectés par les groupes armés et la violence) et selon les autorités, deux des trois suspects appartiennent à une **supposée « entreprise »** (« *supuesta 'empresa'* »)⁹². Cette supposée entreprise, officiellement dédiée à des activités de vigilance privée et de transports de charge, est en réalité impliquée dans le trafic d'armes et de drogues et elle dispose de liens avec des groupes dissidents des FARC dont un « spécialement », le Front (ou la Colonne Mobile) Jaime Martínez⁹³. Si cette supposée « **empresa** » **a donc des liens avec un groupe**

⁸² SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁸³ SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁸⁴ SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁸⁵ QUINTERO Gerardo, *Semana Rural*, 09/01/2019, [url](#)

⁸⁶ Indepaz, 08/2020, p.39-57, [url](#) ; SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁸⁷ SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁸⁸ Blu Radio, 23/01/2020, [url](#)

⁸⁹ Indepaz, p.82-83 et p.132-133, 08/2020, [url](#)

⁹⁰ SAT n° 085-18, 13/12/2018, [url](#)

⁹¹ *La Sillavacia*, 09/01/2019, [url](#)

⁹² *El Tiempo*, 02/09/2020, [url](#)

⁹³ *El Tiempo*, 02/09/2020, [url](#)

dissident (ou issu de la démobilisation) des FARC, ce n'est pas avec les Guérillas Unies du Pacifique (GUP) ou du moins, aucun lien n'est établi avec ce groupe.

D'après Indepaz, les GUP auraient tenu une réunion en mai 2018 avec d'autres groupes armés « dissidents » ou issus de la démobilisation des FARC, disposant d'un contrôle important dans la zone rurale de Buenaventura, le long du fleuve Naya et de la frontière entre les départements de Valle del Cauca et Cauca afin d'accroître leur puissance via le contrôle de ces territoires stratégiques (du narcotrafic en particulier)⁹⁴. Ces groupes armés sont le Front Jaime Martinez et le Front 30 (ou Forces Unies du Pacifique, *Fuerzas Unidas del Pacífico*, à différencier et ne pas confondre avec les GUP). Or, **aucune source n'établit un quelconque lien ou une possible alliance entre les GUP et le Front Jaime Martinez** depuis cette réunion en 2018. D'après un rapport d'ICG publié en août 2019⁹⁵, le Front Jaime Martinez avait récemment porté allégeance au 1^{er} Front du Bloc sud-oriental, le groupe dissident des FARC le plus puissant de Colombie dirigé par Gentil Duarte, qui cherche à rallier différents groupes dissidents ou issus de la démobilisation des FARC sous son commandement tandis que les GUP ont la volonté de garder leur indépendance.

⁹⁴ Indepaz, p.132-133, 08/2020, [url](#)

⁹⁵ International Crisis Group, p.9-12, 08/08/2019, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en février et mars 2021.

Organisation intergouvernementale

Nations Unies - République de Colombie, UNODC, « Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2017 », 09/2018, UNODC, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Colombia_Monitoreo_territorios_afectados_cultivos_ilicitos_2017_Resumen.pdf

Instituciones nacionales

-Systema de Alertas Tempranas, « Alerta Temprana n° 007 – 19 – VALLE DEL CAUCA – Buenaventura », 23/01/2019, Indepaz – Alertas en defensas de las DDHH, <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/02/AT-N%C2%B0-007-19-VAL-Buenaventura.pdf>

-Systema de Alertas Tempranas, « Alerta Temprana n° 085 – 18 – VALLE DEL CAUCA – Cali », 13/12/2018, Indepaz – Alertas en defensas de las DDHH, <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/02/AT-N%C2%B0-085-18-VAL-Cali.pdf>

-Systema de Alertas Tempranas, « Nota de Seguimiento n° 006 – 17 Novena al Informe de Riesgo n° 032-08 – VALLE DEL CAUCA – Buenaventura », 22/05/2017, Indepaz – Alertas en defensas de las DDHH, <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/02/NS-N%C2%B0-006-17-a-IR-N%C2%B0-032-08-Buenaventura-VAL.pdf>

-Systema de Alertas Tempranas, « Nota de Seguimiento n° 011 – 16 Octava al Informe de Riesgo n° 032-08 – VALLE DEL CAUCA – Buenaventura », 07/09/2016, Indepaz – Alertas en defensas de las DDHH, <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/02/NS-N%C2%B0-011-16-a-IR-N%C2%B0-032-08-Buenaventura-VAL.pdf>

-Systema de Alertas Tempranas, « Nota de Seguimiento n° 003 – 15 Séptima al Informe de Riesgo n° 032-08 – VALLE DEL CAUCA – Buenaventura », 30/03/2015, Indepaz – Alertas en defensas de las DDHH, <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/05/NS-N%C2%B0-003-15-a-IR-N%C2%B0-032-08-Buenaventura-VALLE-DEL-CAUCA.pdf>

Organisations non gouvernementales

-Indepaz (Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz), « Informe sobre presencia de grupos armados en Colombia – Actualización 2018-2 y 2019 », 08/2020, 156p., <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2020/11/INFORME-GRUPOS-ARMADOS-2020-OCTUBRE-1.pdf>

-International Crisis Group, « Tranquilizar el Pacífico tormentoso: violencia y gobernanza en la costa de Colombia », 08/08/2019, Informe sobre América Latina n°76, 55p., <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/076-calming-the-restless-pacific-sp.pdf>

-Fundación Paz y Reconciliación (Pares), « Mas sombras que luces – La seguridad en Colombia a un año del gobierno de Ivan Duque », 28/08/2019, 188p., https://pares.com.co/wp-content/uploads/2019/08/Que%CC%81-paso%CC%81-con-la-seguridad-a-un-an%CC%83o-de-Duque-final_compressed-Final.pdf

-Indepaz (Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz), « Conflictos Armados Focalizados – Informe sobre grupos armados ilegales Colombia 2017-2018 », 12/2018, Revista Punto de Encuentro n°74, 72p., <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2018/12/ConflictosArmadosFocalizados-Indepaz-4.pdf>

-AVILA Ariel, « Buenaventura sin tregua : la guerra que nunca se fue », Fundación Paz y Reconciliación (Pares), 16/11/2018, <https://pares.com.co/2018/11/16/buenaventura-sin-tregua-la-guerra-que-nunca-se-fue/>

Think tanks, universités et centres de recherches

-InSight Crime, « Los Rastrojos », 16/02/2017, Colombia – Rastrojos Perfil, <https://es.insightcrime.org/noticias-crimen-organizado-colombia/rastrojos-perfil/>

-BARGENT James, « Guerra por corredores de cocaína consume el puerto más activo de Colombia », 14/02/2014, InSight Crime – Colombia, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/guerra-por-corredores-de-cocaina-consume-los-puertos-mas-activos-de-colombia/>

Médias

-El Tiempo, « Tras masacre de menores estaría 'empresa' relacionada con disidentes », 02/09/2020, <https://www.eltiempo.com/colombia/cali/tras-masacre-de-menores-en-cali-estaria-empresa-relacionada-con-disidentes-535458>

-Blu Radio, « Denuncian reclutamiento de jóvenes para grupos armados en algunos barrios de Cali », 23/01/2020, <https://www.bluradio.com/nacion/denuncian-reclutamiento-de-jovenes-para-grupos-armados-en-algunos-barrios-de-cali>

-El Nuevo Siglo, « A la cárcel "El Viejo" presunto jefe de la banda criminal La Empresa », 19/09/2019, <https://www.elnuevosiglo.com.co/articulos/09-2019-la-carcel-el-viejo-presunto-jefe-de-la-banda-criminal-la-empresa>

-La Sillavacia, « Sin las Farc, el narcotráfico tiene más acento mexicano », 09/01/2019, <https://m.lasillavacia.com/sin-las-farc-el-narcotrafico-tiene-mas-acento-mexicano-69402>

-QUINTERO Gerardo, « Buenaventura entre balas : vuelve la inseguridad al Puerto », Semana Rural, 09/01/2019, <https://semanarural.com/web/articulo/inseguridad-en-buenaventura-769>

-DUQUE Tatiana, « La ruptura del pacto criminal que asusta a Buenaventura », La Sillavacia – La Silla Llena, 19/12/2018, <https://lasillavacia.com/silla-pacifico/la-ruptura-del-pacto-criminal-que-asusta-buenaventura-69367>

-El País (Colombia), « Así es la guerra de bandas de narcotráfico que atemoriza a Buenaventura », 25/11/2018, <https://www.elpais.com.co/contenido-premium/asi-es-la-guerra-de-bandas-de-narcotrafico-que-atemoriza-a-buenaventura.html>

-El País (Colombia), « Investigan homicidio de peluquero en Buenaventura », 26/10/2018, El País Colombia – Judicial, <https://www.elpais.com.co/judicial/investigacion-homicidio-de-peluquero-en-buenaventura.html>

-El País (Colombia), « Asesinan a un comerciante en Buenaventura », 10/10/2018, El País Colombia – Judicial, <https://www.elpais.com.co/judicial/asesinan-a-un-comerciante-en-buenaventura-1.html>

-Verdad Abierta, « Bloque Calima, un 'depredador' paramilitar marcado por el narcotráfico », 05/08/2018, Verdad Abierta – Memoria, <https://verdadabierta.com/bloque-calima-depredador-paramilitar-marcado-narcotrafico/>

-Buenaventura en línea, « Capturados delincuentes de “La Empresa” que delinquirían en la comuna 10 de Buenaventura », 06/04/2018, <https://buenaventuraenlinea.com/capturados-delincuentes-la-empresa-delinquian-la-comuna-10-buenaventura/>

-El Pais (Colombia), « Defensoria alerta de la llegada de grupo armado ‘La Gente del Orden’ a Buenaventura », 07/11/2017, El Pais Colombia – Judicial, <https://www.elpais.com.co/judicial/defensoria-alerta-de-llegada-de-grupo-armado-la-gente-del-orden-a-buenaventura.html>

-MATIZ CORTEZ Stefanie, « La historia de ‘La Empresa’ que aterroriza a Buenaventura », El Espectador, 14/04/2017, <https://www.elespectador.com/noticias/judicial/la-historia-de-la-empresa-que-aterroza-a-buenaventura/>

Autre source

-Alcaldía de Buenaventura, « División Política Administrativa Barrios y Comunas », 2020, Alcaldía de Buenaventura – Mapas de Buenaventura, https://www.buenaventura.gov.co/images/multimedia/20200825_div_politica_adm_barrios_y_comunas.pdf

-Alcaldía de Buenaventura, « Información General », 2019, <https://www.buenaventura.gov.co/articulos/informacion-general>